



Maître d'Ouvrage :

INSERM Délégation Régionale Paris IDF  
Centre Est - Biopark – Bâtiment A  
8, rue de la Croix Jarry  
75013 PARIS

Objet :

Laboratoire L3 existant au R+7 du bât R. Kourilsky

**Dossier de Consultation des**  
**Entreprises**  
**LOT N° 06 Paillasse-Mobilier**

- Equipe de maîtrise d'œuvre : -

**Maitre d'œuvre :**

C.I. Tech  
1 rue Terre neuve –  
Bâtiment J  
91940 Les Ulis  
Tel 01.60.14.50.70

*AFFAIRE N°485 – Mai 2022*  
*Références documents : 485-A-CCTP*  
*Lot n°06 – Paillasse-Mobilier*

Approbation INSERM  
Délégation Régionale Paris  
IDF Centre Est  
Date, Cachet, Signature

## Table des matières

1	Généralités.....	3
1.1	Présentation .....	3
1.2	Prestations à la charge du titulaire du présent lot .....	4
1.3	Documents de Référence .....	4
1.4	Documents de référence contractuels .....	5
1.5	Réglementations générales .....	5
1.6	Réglementations concernant les matériaux et produits .....	6
1.7	Réglementation sécurité incendie .....	6
1.8	Réglementation européenne .....	7
1.9	Réglementations concernant la santé et la sécurité des ouvriers sur le chantier .....	8
1.10	Réglementations concernant les déchets et les bruits de chantier.....	8
1.11	Textes officiels.....	9
1.12	Pièces à fournir par le titulaire .....	9
1.13	Études techniques - Plans d'exécution - Plans de réservations .....	10
1.14	Connaissance de l'ensemble du projet.....	11
1.15	Connaissance des conditions d'exécution.....	11
2	Spéciations Techniques Générales .....	11
2.1	Responsabilité du titulaire .....	11
2.2	Contrôle et réception des matériaux sur chantier .....	12
3	Description des ouvrages.....	13
3.1	Paillasse .....	13
3.1.1	Généralités.....	13
3.1.2	Paillasse sèches.....	13
3.1.3	Paillasse humides.....	14
3.2	Mobilier de sas.....	14
3.3	Meuble sous évier.....	14
3.4	Compte prorata .....	14
3.5	Limites de prestations .....	14

# 1 Généralités

## 1.1 Présentation

Le présent document définit les travaux qui seront à réaliser du réaménagement du laboratoire L3 implanté au 7<sup>ème</sup> étage de la tour R. KOURILSKY sur le site de l'hôpital Saint Antoine à Paris. Ce laboratoire dépend de l'Inserm Délégation Régionale Paris-IDF Centre Est.

### **Situation :**

Inserm sur le site de l'hôpital Saint Antoine  
34 rue Crozatier  
Bâtiment R. KOURILSKY  
75012 PARIS

### **Bureau d'Étude Technique :**

C.I. Tech  
1 rue de Terre Neuve – Bâtiment J  
91940 LES ULIS

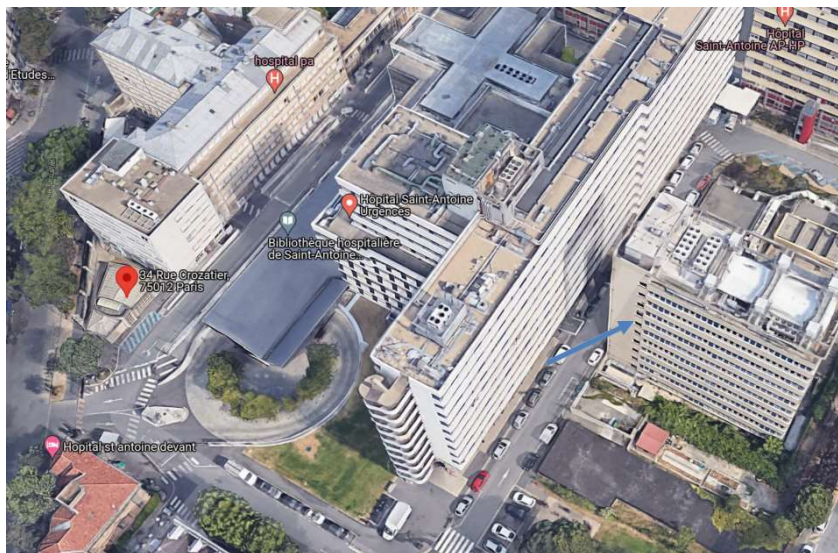
### Caractéristiques du site :

Les entreprises interviendront au 7<sup>ème</sup> étage d'un bâtiment en zone occupée.

Classement du bâtiment : code du travail

Les locaux sont réputés exempts de plomb et d'amiante.

La zone de travaux se situe au 7<sup>ème</sup> étage du bâtiment Kourilsky, implanté au sein de l'hôpital Saint Antoine à Paris. Les niveaux concernés par les travaux sont le R+7 au niveau duquel se situe le laboratoire, ainsi qu'au R+8 où se situe le local technique CVC dédié au laboratoire.



Ces locaux sont à ce jour désaffectés.

### Étendue des travaux :

Les travaux à réaliser par l'entreprise dans le cadre de ce marché sont essentiellement les suivants :

- ✓ Fourniture et pose de paillasse en émailit,
- ✓ Fourniture et pose de paillasse humide,
- ✓ Fourniture et pose de mobilier de sas.

### 1.2 Prestations à la charge du titulaire du présent lot

Les prestations à la charge de la présente entreprise dans le cadre de son marché comprennent implicitement :

- ✓ L'aménée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations de chantier ;
- ✓ La fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages et installations de son marché ;
- ✓ Tous agrès ou dispositifs mécaniques nécessaires à l'exécution des travaux.

Les installations comprendront implicitement tous les travaux et équipements nécessaires pour réaliser des installations en complet et parfait état de finition, notamment les installations électriques depuis l'origine de l'installation jusqu'aux appareillages terminaux tels qu'ils sont définis ci-après :

- ✓ La fixation par tous moyens avec tous accessoires nécessaires de ses ouvrages et équipements ;
- ✓ Les démarches et relations avec les services du distributeur ;
- ✓ Les contrôles et vérifications des installations en fin de travaux ;
- ✓ La fourniture des « Attestations de conformité » ;
- ✓ La protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- ✓ L'établissement des plans d'exécution sont à la charge du titulaire selon le CCAP ;
- ✓ La protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorés ou salis par les travaux du présent lot ;
- ✓ La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., de ses ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- ✓ La mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux ;

La remise au maître d'ouvrage lors de la réception de :

- ✓ La ou les notices de fonctionnement ;
- ✓ La ou les notices d'entretien.

Dans le cadre contractuel de son marché, l'entrepreneur sera soumis à une obligation de résultat, c'est-à-dire qu'il devra livrer au maître d'ouvrage l'ensemble des ouvrages en complet et parfait état de finition en conformité avec la réglementation et les prescriptions du présent document, et il devra toutes les fournitures et prestations nécessaires, quelles qu'elles soient, pour obtenir ce résultat.

### 1.3 Documents de Référence

Se reporter au « Prescriptions communes » dans le CCTL.

## 1.4 Documents de référence contractuels

Les documents de référence sont :

### Liste de documents :

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre aux clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui sont applicables aux travaux du marché, dont notamment les suivants :

- ✓ DTU/CCTG.
- ✓ Normes.
- ✓ Règles de calcul.
- ✓ Cahiers des prescriptions communes.
- ✓ Règles professionnelles.
- ✓ Textes législatifs et textes réglementaires.
- ✓ Directive européenne.

Les documents contractuels applicables aux travaux du présent marché sont cités ci-après au présent CCTP.

Néanmoins, le titulaire du présent lot est contractuellement réputé parfaitement connaître les documents contractuels énumérés ci-dessus applicables aux travaux de son marché.

## 1.5 Réglementations générales

Le titulaire devra impérativement respecter toutes les prescriptions, spécifications et autres de cette réglementation applicable aux travaux du présent marché, dont notamment les suivants :

- ✓ Code civil.
- ✓ Code de la construction et de l'habitation.
- ✓ Tous les autres codes.
- ✓ Code général des collectivités territoriales.
- ✓ Code des communes.
- ✓ Code de la santé publique.
- ✓ Code de l'environnement.
- ✓ Code de l'urbanisme.
- ✓ Code rural.
- ✓ Code du travail.
- ✓ Tous les autres codes applicables.
- ✓ Règlement sanitaire national et/ou départemental.
- ✓ Réglementation sécurité incendie.
- ✓ Textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier, etc.
- ✓ Décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié et complété - Règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail en ce qui concerne les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment, des travaux publics, et tous autres travaux concernant les immeubles
- ✓ Circulaire du 10 avril 1996 - Coordination sur les chantiers de bâtiment et de génie civil
- ✓ Avis du 14 octobre 1999 - Application du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992, modifié par le décret n° 95-1051 du 20 septembre 1995, concernant

l'aptitude à l'usage des produits de construction et de l'arrêté du 16 septembre 1999 appliquant ce décret à certaines chevilles d'ancrage (directive du Conseil des Communautés européennes 89/106/CEE du 21 décembre 1988 DPC)

- ✓ Arrêtés préfectoraux en vigueur sur le lieu de la construction
- ✓ Décret no 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat)

Le titulaire se référera, le cas échéant, aux clauses communes à tous les lots (CCTL) pour plus de précisions.

Procédés et produits de techniques non courantes :

- ✓ Avis techniques.
- ✓ Procédure ATEX.

Le titulaire se référera, le cas échéant, aux clauses communes à tous les lots (CCTL) pour plus de précisions.

## 1.6 Réglementations concernant les matériaux et produits

Marques de qualité :

Pour tous les matériaux et fournitures entrant dans les prestations du marché, faisant l'objet d'une marque NF, d'un label ou d'une certification, le titulaire ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante.

Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernés.

## 1.7 Réglementation sécurité incendie

Le titulaire devra dans tous les cas respecter la réglementation concernant :

- ✓ La réaction au feu des matériaux et produits devant être mis en œuvre ;
- ✓ Le comportement au feu des ouvrages en place.

Le titulaire se référera, le cas échéant, aux clauses communes à tous les lots (CCTL) pour plus de précisions.



## 1.8 Réglementation européenne

Les « Directives » européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs. Elles sont applicables aux travaux du présent marché pour toutes celles qui ont été transposées pour qu'elles deviennent applicables dans l'ordre juridique français.

### Directive « Produits de construction » :

La Directive Produits de construction (DPC) prévoit le marquage CE réglementaire des produits de construction visés pour leur mise sur le marché en France comme dans l'Espace économique européen.

Ce marquage atteste que les produits satisfont aux dispositions de la réglementation européenne.

Cette Directive est transposée en France par :

- ✓ Le décret no 92-647 du 8 juillet 1992 (JO du 14 juillet 1992), remanié par le décret no 95-1051 du 20 septembre 1995 (JO du 27 septembre 1995), complété par un arrêté désignant le CSTB et le SETRA comme habilités à délivrer des ATE (Agréments techniques européens).

Le marquage CE est obligatoire pour les produits de construction mis sur le marché, à partir du moment où les références des spécifications techniques harmonisées relatives à ces produits (normes européennes harmonisées et Agréments techniques européens) sont publiées par le JOUE (Journal officiel de l'Union européenne).

Ces dispositions sont transcrites en droit français par des arrêtés paraissant au Journal officiel et qui précisent la date d'application du marquage par produits ou famille de produits.

Ils précisent également la durée de la « période transitoire » prévue pour l'écoulement des stocks de produits ne pouvant obtenir le marquage CE.

### Obligations du titulaire :

Le titulaire devra impérativement vérifier si les produits qu'il souhaite utiliser font l'objet d'une obligation de marquage CE.

Si c'est le cas, et que la mise en œuvre est prévue pendant la « période transitoire » précisée dans l'arrêté d'application, il devra obligatoirement proposer un produit marqué CE.

S'il souhaite toutefois utiliser un produit non marqué CE, il devra en obtenir l'autorisation écrite du maître d'ouvrage.

### Règles Eurocodes :

Règles de construction établies par le Comité européen de normalisation.

Règles disponibles applicables :

- ✓ EN 1990 - Bases pour la conception des ouvrages ;
- ✓ EN 1991-1 - Actions dues au poids propre et aux charges fixes.
- ✓ Eurocode 2 – EN 1992 : calcul des structures en béton
- ✓ Eurocode 6 – EN 1996 : calcul des ouvrages en maçonnerie
- ✓ Règles BAEL 91 révisées 99 (CCTG Fascicule n° 62, titre Ier, section I) - Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages de construction en béton armé suivant la méthode des états limites (février 2000)
- ✓ Règles FB (P 92-701) - Méthode de prévision par le calcul du comportement au feu des structures en béton (CSTB 2188, décembre 1993)

- ✓ Règles professionnelles concernant l'utilisation des mastics pour l'étanchéité des joints (SNJF, DTSB, septembre 1989)
- ✓ DTU 13 – NF P 11-213 Dallage – Conception, calcul et exécution.

#### Sécurité :

- ✓ Les règlements de sécurité - incendie.
- ✓ L'ensemble des textes officiels relatifs aux règles de protection et de sécurité sur les chantiers
- ✓ Convention de sécurité relative aux installations électriques de chantier.
- ✓ Les lois, arrêtés, décrets et circulaires ministériels.
- ✓ Les travaux de mise à la terre de l'ouvrage seront exécutés dans le respect du décret du 4.11.1962 concernant la protection des travailleurs contre les courants électriques de la circulaire TE N°66.32.
- ✓ Fiche de sécurité C303 de l'OPPBTP, relative aux plates-formes de travail, suspendues, motorisées, à niveau variable.

Les garde-corps d'allèges, de trémies, de réservations seront réalisés par le titulaire au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Les aciers en attente verticaux ou horizontaux seront repliés ou crossés afin de ne pas constituer un danger pour une personne qui serait victime d'une chute.

Les frais correspondants à la fourniture et à la mise en place de toutes les protections sont à la charge exclusive de l'entreprise du présent lot, qui reste responsable de la bonne conservation des protections pendant la durée des travaux.

#### **1.9 Réglementations concernant la santé et la sécurité des ouvriers sur le chantier**

- ✓ Sécurité et protection de la santé sur le chantier.
- ✓ Sécurité des ouvriers lors des travaux de terrassements.
- ✓ Sécurité des ouvriers contre les chutes.

Le titulaire du présent lot se référera, le cas échéant, aux clauses communes à tous les lots (CCTL) pour plus de précisions.

#### **1.10 Réglementations concernant les déchets et les bruits de chantier**

##### Déchets de chantier :

La gestion des déchets de chantier devra respecter la réglementation en vigueur à ce sujet, notamment :

- ✓ Loi no 92-646 du 13 juillet 1992, modifiant la loi no 75-633 du 18 juillet 1992.
- ✓ Loi no 94-609 du 13 juillet 1994.

##### Ainsi que :

- ✓ Décret du 15 mai 1997.
- ✓ Circulaire du 15 février 2000.
- ✓ Décret no 2002-540 du 18 avril 2002 transposant, d'une part, la décision 2001/573/CE, et d'autre part, la décision 91/689.



### Bruits de chantier :

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- ✓ Loi no 92-1444 du 31 décembre 1992, dite « Loi bruit », avec ses décrets et arrêtés d'application parus, relative à la lutte contre le bruit.
- ✓ Ainsi que tous les articles des différents codes, et tous les décrets, arrêtés, circulaires, etc., dont plus particulièrement :
- ✓ L'arrêté du 12 mai 1997 pris en application de la directive 84/532/CEE du 17 septembre 1984 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier, relatif à la limitation des émissions sonores cités dans le CCTL.
- ✓ Ainsi que tous autres textes réglementaires parus à ce sujet depuis le 13 mai 1997.

#### 1.11 Textes officiels

Les ouvrages du présent lot devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui lui sont applicables.

### Normes :

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront notamment répondre aux normes suivantes, pour les parties applicables aux travaux du présent marché.

Classification des normes :

- ✓ NF EN : norme française homologuée provenant d'une norme européenne.
- ✓ NF EN ISO : norme française homologuée provenant d'une norme européenne qui a une origine internationale.
- ✓ NF ISO : norme française homologuée d'origine internationale.
- ✓ NF : norme française.
- ✓ CEI : norme européenne (Commission électrotechnique internationale).

Remarque :

Sont également retenus comme documents contractuels pour le présent marché, les « projets de normes AFNOR » dans la mesure où ils ont le statut de « norme homologuée ».

L'intégralité des textes des normes citées ci-dessous est disponible auprès de l'AFNOR (<http://www.afnor.fr>).

#### 1.12 Pièces à fournir par le titulaire

### Avec son offre :

Le titulaire devra fournir en annexe à son offre les pièces suivantes en un exemplaire :

- ✓ Un devis estimatif détaillé répondant aux différents postes du présent CCTP ;
- ✓ La DPGF (Détail des Prix Global et Forfaitaire) transmis ;
- ✓ Une documentation détaillée de tous les matériels, appareillages, etc., s'ils sont différents de ceux mentionnés à titre indicatif au présent CCTP ;

- ✓ Une notice énumérant les conditions de mise en œuvre particulières entraînant des contraintes particulières pour les autres corps d'état, le cas échéant ;
- ✓ Toutes autres pièces que le titulaire jugera utiles à l'appui de son offre.
- ✓ Dans tous les cas, le contenu et la présentation de l'offre seront conformes au règlement de la consultation.
- ✓ Dans le cas de matériels ou équipements particuliers :
  - Une documentation avec toutes les caractéristiques techniques ;
  - Une liste de référence de ces matériels ou équipements.

#### En fin de travaux :

Dans le délai fixé au CCAP ou à défaut huit jours avant la date fixée pour la réception, le titulaire devra fournir le dossier des ouvrages exécutés.

Ce dossier sera à fournir en trois exemplaires ainsi que deux CDROM.

Ce dossier comprendra obligatoirement :

- ✓ Une note décrivant les installations réalisées avec leurs caractéristiques techniques ;
- ✓ Une nomenclature de tous les matériels et équipements installés avec leur marque, type et caractéristiques ;

Ce dossier comprendra également :

- ✓ Toutes les pièces écrites et tous les plans d'exécution, notes de calcul, etc.

### 1.13 Études techniques - Plans d'exécution - Plans de réservations

Selon spécifications du CCAP, les études techniques et les plans d'exécution seront à la charge du titulaire du présent lot.

Le titulaire aura à sa charge dans tous les cas, les plans et détails de mise en œuvre et de montage sur chantier :

- ✓ Les plans et détails de mise en œuvre et de montage sur chantier devront faire apparaître tous les détails et points particuliers de l'exécution que le maître d'œuvre jugera utiles à la bonne marche du chantier ;

Les plans d'exécution des ouvrages étant à la charge du titulaire du présent lot, celui-ci aura à établir :

- ✓ L'établissement de tous les plans de calepinage d'exécution.

Ces plans seront à soumettre au maître d'œuvre et au bureau de contrôle, le cas échéant, pour approbation. Cette approbation ne diminue en rien la responsabilité du titulaire qui reste pleine et entière.

Le pouvoir calorifique de tous les matériaux mis en œuvre sera transmis par le preneur du présent lot. Ces informations seront transmises au bureau de contrôle.

Les documents suivants sont à fournir par le demandeur :

- ✓ Plans comportant le repérage des limites de compartiments et de leurs recoupements, les indications de la résistance au feu des parois verticales et des surfaces de référence ;
- ✓ La justification de la charge calorifique définie à l'article GH 16 avec la liste des différents éléments pris en compte ;
- ✓ Tout autre document pouvant être utile à l'évaluation.

### 1.14 Connaissance de l'ensemble du projet

Le titulaire du présent lot prendra connaissance de la partie du C.C.T.P. le concernant, mais aussi de l'ensemble des C.C.T.P. et des documents annexes joints au projet, afin d'être bien éclairé sur la partie qu'il a à traiter, certains travaux pouvant demander le concours de différents corps d'état pour leur achèvement.

De la sorte, il ne devra rien ignorer de ses obligations et de celles particulières à certain corps d'état en liaison directe avec l'exécution de ses travaux.

En conséquence, il est entendu que le titulaire devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des constructions projetées, et ne pourra, sous aucun prétexte arguer d'insuffisance de renseignements ou d'omissions quelconques dans les C.C.T.P. et plans pour obtenir une indemnité supplémentaire au prix global forfaitaire prévu à son marché.

### 1.15 Connaissance des conditions d'exécution

Le titulaire a l'obligation, par visites préalables, de se rendre compte de toutes sujétions d'exécution des ouvrages ; il ne pourra pas se prévaloir d'aucune méconnaissance des lieux, tant au titre de plus-values dont aucune ne sera acceptée, qu'au titre des mesures de sécurité à prendre pendant toute la durée des travaux.

Le titulaire est admis s'être rendu compte sur place, de la disposition des lieux, des possibilités d'accès et de toutes sujétions pouvant influencer sur l'importance des travaux. Les plans d'implantation seront à vérifier sur place par l'Entreprise.

Les implantations de toute nature seront dressées par ses soins et sous son entière responsabilité, ainsi que tout autre tracé et niveaux nécessaires aux différents corps d'état.

Le titulaire du présent lot reconnaît avoir eu parfaite connaissance de toutes les conditions d'exécution, telles que :

- ✓ Dates et délais d'intervention
- ✓ Difficultés d'intervention, etc.

## 2 Spéciations Techniques Générales

### 2.1 Responsabilité du titulaire

Le titulaire restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

Il lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de chantier, dont notamment :

- ✓ Pose en intérieur ou en extérieur ;
- ✓ Nature et type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation ;
- ✓ Conditions particulières rencontrées pour le chantier ;
- ✓ Compatibilité des matériaux entre eux.

Pour les matériaux et produits proposés par le maître d'œuvre, le titulaire sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères ci-dessus. Dans le cas contraire, il fera par écrit au maître d'œuvre les observations qu'il jugera utiles.

Le maître d'œuvre prendra alors les décisions à ce sujet.

## 2.2 Contrôle et réception des matériaux sur chantier

Le maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à des contrôles de conformité des matériaux, fournitures sur chantier avant mise en œuvre.

Pour les produits et matériaux relevant d'un Avis Technique, d'une qualification NF ou d'une Certification, le contrôle se bornera à la vérification du marquage, et au contrôle de l'aspect et de l'intégrité des produits.

En ce qui concerne les autres matériaux, le titulaire devra justifier leur conformité. Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra faire réaliser des prélèvements et des essais par un organisme de son choix, aux frais du titulaire.

Les contrôles de conformité, et le cas échéant les essais, se feront dans les conditions définies aux « Documents contractuels » (cf. Chap. 2/1, point II).

Tous les matériaux défectueux et ceux non conformes le cas échéant, seront immédiatement remplacés.

### 3 Description des ouvrages

#### 3.1 Paillasse

##### 3.1.1 Généralités

Le preneur du présent lot devra l'installation de paillasse en émailit suivant le plan d'aménagement.

Les paillasses seront de conception préfabriquée, modulable et conforme à la norme NF – X 15-201.

Lors de la pose des paillasses, mise en place d'un polyane à bulles pour la protection de celles-ci pendant la durée du chantier et ce, jusqu'à la réception des travaux.

Des attentes eau usée, eau froide et eau chaude sur vanne d'arrêt ¼ de tour seront mises à disposition par le lot CVC/Plomberie pour permettre le raccordement des paillasses humides par le présent lot.

Voir le plan d'aménagement.

##### 3.1.2 Paillasses sèches

Les paillasses auront un plan de travail équipé d'un revêtement en Emailit et devront avoir une surface imperméable et sans faille. L'entreprise devra limiter **au maximum** les joints. Elles seront réalisées en panneaux de particules hydrofugés et ignifugés, mélaminés deux faces et chants.

Profondeur : 800 mm le plan d'aménagement.

Les plans de travail seront installés à une hauteur de 900 mm par rapport au niveau du sol.

Les paillasses seront supportées par une ossature en tube d'acier de 30 x 30 mm minimum, revêtue d'une peinture époxy. Chaque pied en H sera équipé d'un vérin de réglage destiné à rattraper les différences de niveau de sol. La barre de renfort devra être placée au niveau de la jupe arrière.

Fourniture, pose de renfort au droit des équipements lourds indiqués sur le plan aménagement.

Coloris : au choix de la maîtrise d'ouvrage.

**Localisation** : selon plan d'aménagement.

### 3.1.3 Paillasses humides

Les paillasses humides seront constituées de manière identique à celles précédemment décrites.

Les paillasses humides seront équipées de deux bac éviers (450 x 450 x 300 mm) en polypropylène y compris robinetterie et bonde d'évacuation. Marque Delabie ou équivalent.

Les raccordements des éviers sur les réseaux en attente sont à la charge du présent lot.

**Localisation** : selon plan d'aménagement.

### 3.2 Mobilier de sas

Le preneur du présent lot devra la fourniture et pose d'un banc afin de réaliser une barrière dans le sas. Ce banc comprendra 3 casiers chaussures côté « propre ». Le montage sera réalisé par le biais de pieds vérin réglables et le banc devra pouvoir se relever pour permettre le passage d'un chariot de transport.

Il devra également la fourniture d'une poubelle dans le sas en stratifié.

Enfin, il devra également la fourniture d'étagères avec portes battantes. Ces étagères permettront le rangement des différents équipements jetables (sur-chaussures, charlotte, blouse...).

Tous les meubles seront réalisés en stratifié avec plinthes. Ils devront avoir une surface lisse et facilement décontaminable.

### 3.3 Meuble sous évier

Fourniture et pose de meubles avec placard sous les éviers des paillasses, réalisés en mélaminé blanc lisse CTBH de 19 mm et comprenant :

- ✓ Des portes montées sur charnières invisibles clipsables
- ✓ Des poignées de meuble réalisées en aluminium
- ✓ Une étagère
- ✓ Dimension : Suivant la largeur des éviers

Les meubles reposeront sur des vérins.

### 3.4 Compte prorata

Voir CCTL.

### 3.5 Limites de prestations

Voir CCTL.